

20231222 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/54080/jo-2024--letat-se-defend-de-faire-un-nettoyage-social-dans-les-rues-de-paris>

Actualités



Des migrants à Paris, non loin de l'Hotel de Ville, en mars 2023. Crédit : Mehdi Chebil pour InfoMigrants

JO 2024 : l'État se défend de faire un "nettoyage social" dans les rues de Paris

Par [La rédaction](#) Publié le : 22/12/2023

Accusé par les associations de "nettoyer" la région parisienne de ses sans-abris à l'approche des Jeux Olympiques, l'État s'est défendu de mener une telle politique anti-sociale. "On ne s'est pas fixé comme objectif 'zéro SDF' dans Paris au mois d'août 2024", a assuré la préfecture de la région Ile-de-France.

L'État ne s'est pas fixé l'objectif "zéro SDF" à la rue en prévision des Jeux olympiques de Paris, a soutenu jeudi 21 décembre la préfecture de la région d'Ile-de-France (Prif), qui assure vouloir débloquer des "places supplémentaires" d'hébergement d'urgence pour les personnes à la rue.

Les autorités sont accusées depuis plusieurs mois par le tissu associatif de mener un "nettoyage social" de la région parisienne, pour faire place nette avant les JO-2024 (26 juillet-11 août) en vidant les rues franciliennes de ses populations les plus précaires : migrants dans les campements informels du nord de Paris, foyers de travailleurs, sans-abri, travailleuses du sexe...

Au mois de novembre, [plus de 70 organisations avaient publié une lettre ouverte](#) destinée au Comité d'organisation des JO pour dénoncer ce "nettoyage social" destiné, selon elles, à cacher les migrants aux futurs touristes.

"On sait très bien que pendant les JO, les caméras du monde entier seront tournées vers Paris. Pendant cette période, les autorités veulent donc cacher les sans-abris, les migrants, les mendiants, les usagers de drogue... qui vivent dans la capitale", dénonçait alors Paul Alauzy, coordinateur de la "mission exilés" de l'ONG Médecins du monde, dans un entretien avec InfoMigrants. "Il faut laisser les rues 'propres', et le gouvernement prépare déjà le terrain".

"Ça n'a pas de sens, le nettoyage social"

Des accusations dont se défendent les autorités. "Ça n'a pas de sens, le nettoyage social", a rétorqué la Prif, en charge des questions d'hébergement d'urgence. "On ne s'est pas fixé comme objectif zéro SDF dans Paris au mois d'août 2024", ce qui n'est "ni le souhait ni l'ambition de la ville de Paris et de l'Etat" et serait "contraire à la dignité des personnes", a souligné la préfecture.



Des enfants à la rue dans le nord de Paris, en 2021. Crédit : InfoMigrants

"En revanche, être en mesure de proposer des places qualitatives à des personnes qui sont à la rue à Paris et les maintenir dans l'hébergement d'urgence, faire un travail social de fond, ça on s'y emploie et on va essayer de faire mieux pendant la période JO. Mais ce ne sera pas du coercitif", a-t-on ajouté à la Prif.

>> [À \(re\)lire : "On a peur d'être maltraitants" : en Seine-Saint-Denis, l'impuissance des travailleurs du 115 face à la détresse de la rue](#)

La région a rappelé que 120 000 personnes sont déjà prises en charge en moyenne chaque nuit dans la région au titre de l'hébergement d'urgence. Elle a assuré qu'une réflexion était en cours pour parvenir à débloquer des "places supplémentaires" durant les JO. "On souhaite avoir un héritage social en matière d'hébergement d'urgence, on y travaille", a affirmé la préfecture, sans chiffrer cet objectif.

Ouvrir des places en province pour soulager un dispositif francilien saturé

Plusieurs associations et ONG multiplient ces dernières semaines les alertes et les actions coup-de-poing pour dénoncer l'éviction de plus de 4 000 personnes de foyers de travailleurs migrants ainsi que le transfert d'exilés vers des centres d'accueil en province. D'importants squats ont également été démantelés.

"C'est par exemple le cas de celui d'Unibéton, qui était le plus grand d'Ile-de-France. [Il a été fermé pour laisser place au futur village olympique](#)", déplore Paul Alauzy. Ce squat a été évacué en avril dernier par les forces de l'ordre. Environ 400 personnes, principalement originaires du Tchad et du Soudan, ont été expulsées du lieu, occupé depuis 2020.



Les migrants du squat Unibéton ont été orientés en région parisienne et à Toulouse, dans le sud de la France.
Crédit : Aurélie Ruby

La problématique de l'hébergement d'urgence en Île-de-France n'est pas nouvelle. En plus de sa politique sociale à Paris et dans la région, l'État français essaie depuis plusieurs années de désengorger la capitale en ouvrant des places en province. Avec 100 000 places dans la région parisienne dont 55 000 en hôtel social, le dispositif est au bord de la rupture.

Depuis la fin de la crise sanitaire et le retour des touristes à l'été 2022, beaucoup d'hôtels franciliens ont décidé de se retirer du dispositif d'hébergement d'urgence. 5 200 nuitées ont ainsi été perdues pour la seule année 2022, selon le Samu Social.

Pour éviter l'implosion, le ministère a mis en place début avril un plan de transfert des sans-abris vers la province qui doit permettre d'ouvrir 3 600 places (hors Île-de-France, Hauts-de-France et Corse). Actuellement, 450 personnes bénéficieraient de ce dispositif dans six régions : Bretagne, Grand-Est, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Centre-Val de Loire et Bourgogne-Franche-Comté. "Ce dispositif s'adresse principalement aux hommes et aux femmes isolées, migrants ou pas", avait détaillé en avril le cabinet du ministère du Logement.